CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 05 FEVRIER 2019

Annexe N°7

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR 2019
Agir pour une agglomération attractive, durable et de proximité

Support présenté en commission des finances du 15/01/2019 et en bureau communautaire du 22/01/2019

Les données chiffrées 2018/2019 sont estimatives – arrêtées le 15/01.

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 05 FEVRIER 2019

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR 2019
Agir pour une agglomération attractive, durable et de proximité

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires et des priorités de la collectivité et d'informer sur la situation financière de cette dernière. Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3.500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3.500 habitants et plus (art L2312-1, L3312-1, L4312-1, L5211-36 et L5622-3 du Code Général des Collectivités Territoriales). **Ce débat doit intervenir dans les 2 mois précédant l'examen du budget par l'Agglomération**.

Dans ce cadre, notre collectivité doit présenter à l'assemblée délibérante un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses retenues en matière notamment de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières avec les communes adhérentes,
- Les engagements pluriannuels envisagés,
- La structure et la gestion de la dette contractée, et les perspectives de celle-ci pour le budget à venir,
- La structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle, rémunérations, avantages en nature et organisation du temps de travail).

Loi de finances 2019

ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

ZONE EURO

La croissance de la zone euro s'est considérablement affaiblie en 2018, fragilisée par un affaiblissement du commerce mondial et un environnement international moins porteur notamment en raison de la remontée des prix du pétrole, des tensions commerciales et géopolitiques entre la Chine et les Etats Unis, des difficultés des pays émergents.

Cela est également le cas au sein même de l'Europe, en raison du Brexit et de la situation budgétaire de l'Italie.
La reprise de l'inflation vient également peser sur le pouvoir d'achat des ménages et la croissance de la zone euro devrait donc ralentir passant de 2,5% en 2017, à 1,9% en 2018 et à 1,3 % en 2019.

FRANCE

Après une progression du PIB de 2,3% en 2017, la croissance de l'économie française a marqué le pas en 2018. Cela tient surtout à la ponction qu'ont exercée sur le pouvoir d'achat des ménages la hausse du prix du pétrole, le relèvement des taxes sur le tabac et le carburant ainsi que l'augmentation de la CSG.

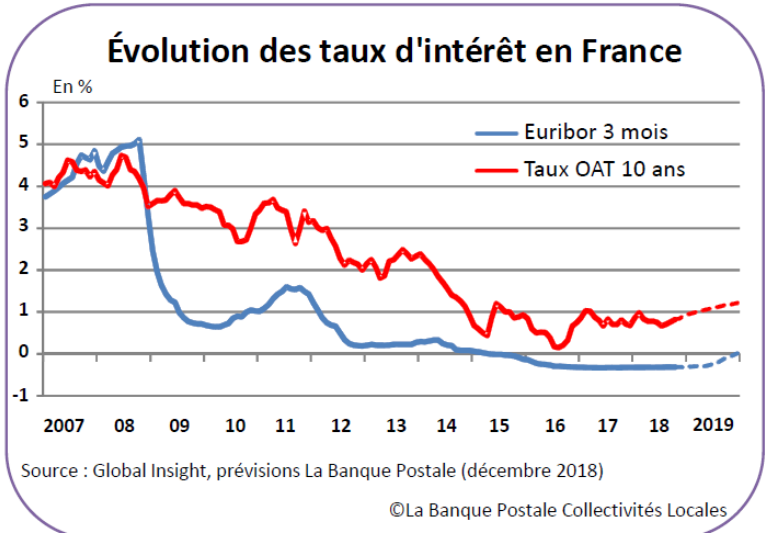
Les grèves dans les transports le ralentissement mondial ont pu jouer aussi.

La création d'emplois s'est aussi fortement ralentie avec un taux de chômage qui devrait rester à un niveau élevé, avec ses conséquences sur les déficits publics.

ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

Selon les dernières prévisions, le PIB progresserait en 2018 et en 2019 de 1,5 % (données Banque de France décembre 2018), soit en-deçà pour 2019 des prévisions du Gouvernement dans la loi de finances (1,7 %).
De la même manière le déficit public annoncé dans la loi de finances à 2,8 %, devrait avoisiner les 3,5%.

	2017	2018	2019
• Taux de croissance du PIB	2,3	1,5	1,5
• (données Banque de France)			
• Taux de l'inflation (Banque de France)	1,1	2,1	1,6
• Taux de chômage (Banque de France)	9,1	8,8	8,9



Taux d'intérêt (%)		2018e	2019p
Euribor 3 mois	Moyenne annuelle	-0,3	-0,2
	Fin d'année	-0,3	-0,1
OAT 10 ans	Moyenne annuelle	0,8	0,9
	Fin d'année	0,7	1,1

e : estimations p : prévisions ©La Banque Postale Collectivités Locales
Source : Global Insight, prévisions La Banque Postale (décembre 2018)

FINANCES LOCALES - CONTEXTE NATIONAL - 2018

En 2018, la progression contenue des dépenses de fonctionnement des collectivités locales a permis la bonne tenue de de l'épargne brute, soutenant ainsi l'investissement.

Dépenses de fonctionnement 2018 : 183,9 Mds d'€, soit 2737 € par habitant.
Les collectivités locales respectent la norme d'évolution des dépenses fixée à 1,2 % par la loi de programmation budgétaire 2018 – 2022.

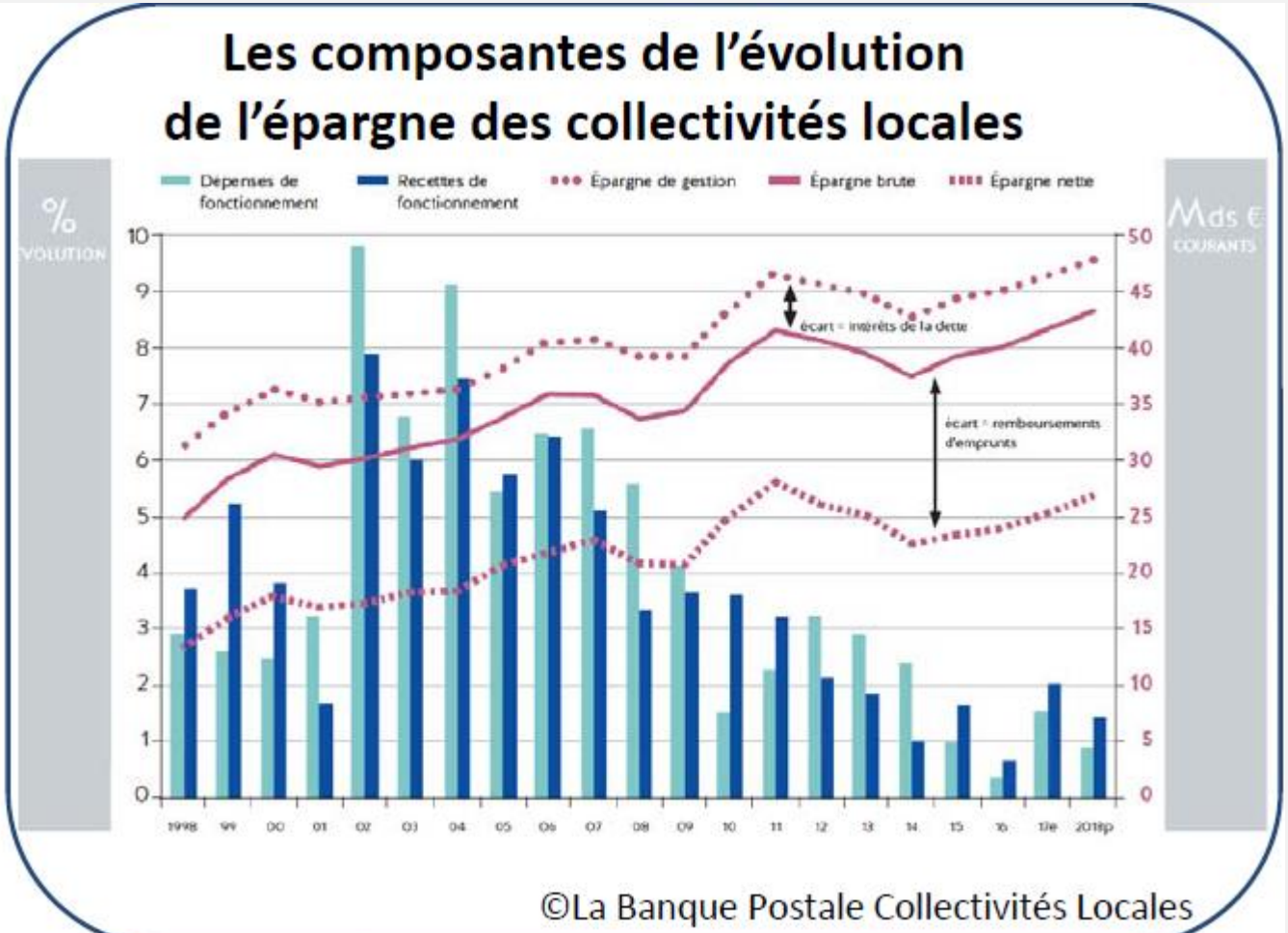
Recettes de fonctionnement 2018 : 226,6 Mds d'€
Au niveau intercommunal : stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement, ce qui n'exclut pas une baisse pour certaines collectivités, en raison notamment de mécanismes de péréquation.

Les recettes fiscales, de l'ordre de 150,1 Mds, augmentent d'environ 1,9 % (hors impact TVA). Le recours au levier fiscal a été peu utilisé par le bloc communal et départemental.

La revalorisation des bases (1,2 %), a eu un impact favorable. En revanche, les impositions économiques ont vu leur évolution décélérer passant de 4,4 % en 2017 à 0,6 % en 2018.

Les autres recettes et notamment les droits de mutation sont orientées favorablement, bien que moindres à 2017.

FINANCES LOCALES - CONTEXTE NATIONAL - 2018



L'ÉPARGNE BRUTE DES COLLECTIVITES LOCALES EST EN HAUSSE DE 2,8 %, POUR ATTEINDRE : 42,8 MDS D'€

APRES REMBOURSEMENT DE LA DETTE, L'EPARGNE NETTE ATTEINT : 26,4 MDS D'€.

FINANCES LOCALES - CONTEXTE NATIONAL - 2018

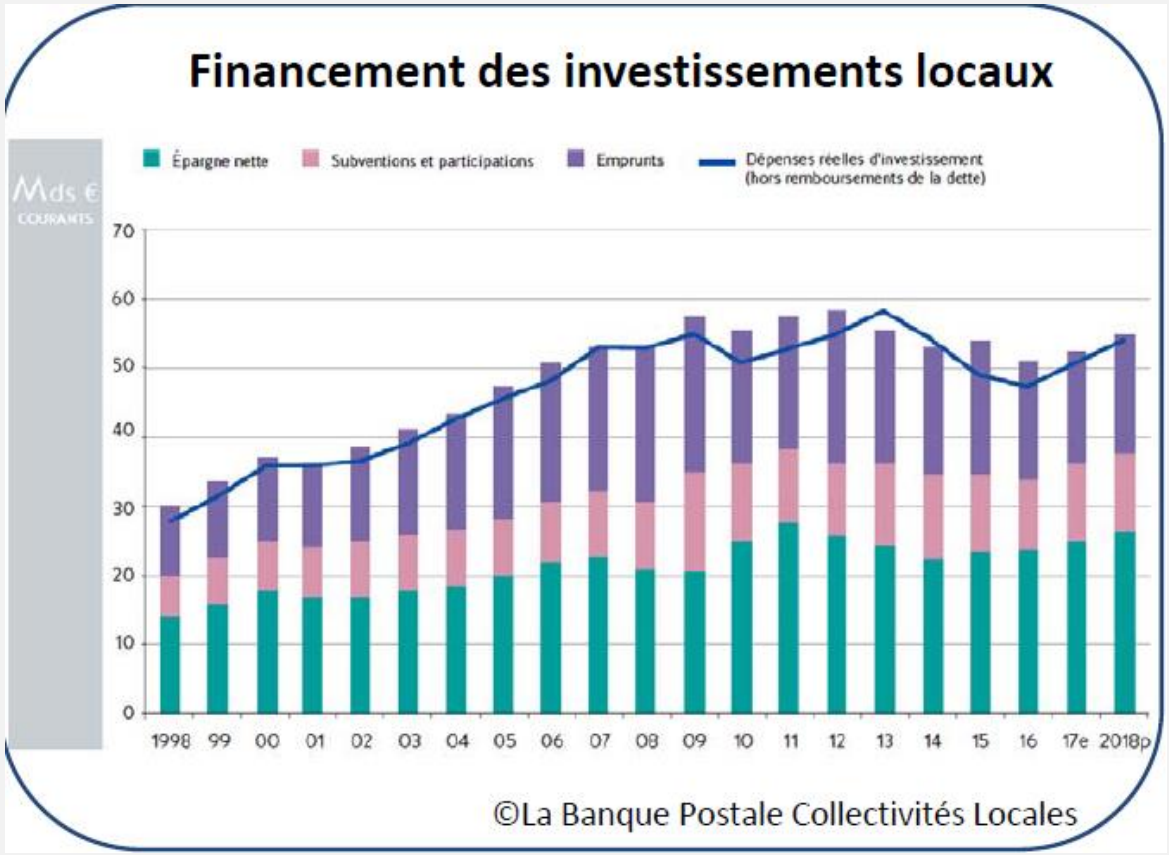
➢ INVESTISSEMENT 2018 = **+ 7 %**

Dépenses d'investissement : 54,2 Mds
Financement de l'investissement :

- 50% par l'épargne nette.
- nouveaux recours à l'emprunt : 17,3 Mds, soit + 4,5 %.
- Recettes d'investissements hors emprunts : + 3,3%, soit 11,2 Mds.

➢ ENCOURS DE LA DETTE DES COLLECTIVITÉS LOCALES : 182,9 MDS, soit : **8,1 % de la dette publique**

En revanche, les collectivités représentent une part prépondérante de l'investissement public local et du carnet de commandes des entreprises d'un territoire.



Loi de Finances 2019

UN CADRE CONTRAINT

La Loi de Finances 2019 est bâtie sur un scénario de redémarrage lent de l'activité économique avec une hypothèse de croissance en France de 1.7 % et une prévision d'inflation de 1.6 %. Reste que ce taux de croissance et ce taux d'inflation apparaissent optimistes au vu des derniers indicateurs économiques de fin 2018 et des révisions opérées par la Banque de France.

L'objectif prioritaire du Gouvernement est de réduire très fortement le déficit public par une diminution massive de la dépense. Ainsi, il est prévu sur le quinquennat en cours :

- une baisse de 5 points de la dette publique,
- une baisse de 3 points de la dépense publique,
- une baisse de 1 point des prélèvements obligatoires.

Dans la loi de Finances pour 2019, le déficit des finances publiques s'établirait à 2.8% du PIB (pour 2.6% en 2018). Toutefois, les récents ajustements laissent entrevoir un déficit public de l'ordre 3,5 %, ce qui fait peser de nouvelles inquiétudes sur les collectivités territoriales.

Loi de Finances 2019

UN CADRE CONTRAINT

A court terme, la Dotation globale de fonctionnement (DGF) est annoncée stable dans son enveloppe nationale. Cette stabilité globale masque toutefois des disparités individuelles induites par le renforcement des dispositifs de péréquation, aussi bien verticale qu'horizontale. La part des dotations de péréquation verticale augmentera donc au sein de la DGF et induira inévitablement une nouvelle baisse de recettes en 2019 pour le budget communal. Le montant national du FNPIC (péréquation horizontale) est passé de 360 millions en 2013 à plus d'1 milliard en 2016. Pour 2019, la montée en puissance du FPIC devrait là aussi peser de façon accrue sur le budget communal.

Ajoutons la poursuite de la baisse des variables d'ajustement, qui sera à intégrer dans les recettes du budget 2019 des collectivités.

Une zone d'incertitude majeure pour les collectivités : l'avenir de la fiscalité locale

Au-delà de ces éléments de conjoncture qui vont contraindre l'action dans les finances des collectivités, une forte incertitude fiscale demeure, et notamment la suppression progressive de la taxe d'habitation.

Loi de Finances 2019

PRINCIPALES MESURES INTÉRESSANT LES COLLECTIVITES

- **Evolution des bases fiscales : +2,2 %**
- **Transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales (art 23, 28 et 39) :** 46,8 milliards, soit une quasi stabilité.
- Augmentation annuelle de 30 millions de la Dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre (montant 2019 : 1,56 milliard). Le critère du revenu par habitant est désormais pris en compte pour le calcul de la part de la dotation d'intercommunalité relevant de la péréquation, mais :
  - Augmentation de la péréquation verticale (Dotation de Solidarité Urbaine et Dotation de Solidarité Rurale : + 90 millions chacune) : financée au sein de la DGF. Cela a pour conséquence d'alléger la ponction sur les variables d'ajustement, mais d'augmenter d'autant l'écrêtement de la dotation d'intercommunalité des EPCI.
  - Minoration des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle pour l'application des variables d'ajustement au titre de 2019 ; cette minoration sera appliquée au prorata des recettes réelles de fonctionnement sur les comptes 2017. Ces recettes seront également minorées du produit des mises à disposition de personnel facturées dans le cadre de la mutualisation des services.
- Investissement local : diminution de la DSIL de 45 millions. Calcul des enveloppes 2019, sur la base de la population 2018.
- La dotation de la politique de la ville est stabilisée mais le nombre de collectivités éligibles serait augmenté.
- Le montant de la DETR est inchangé.

Loi de Finances 2019

PRINCIPALES MESURES INTÉRESSANT LES COLLECTIVITES

- **TEOM** : élargissement du périmètre des dépenses pouvant être financées par la TEOM (dépenses réelles de fonctionnement + dépenses engagées pour les programmes locaux de prévention des déchets ménagers + dotations d'amortissement ou dépenses d'investissement). Passage au taux réduit de TVA de 5,5 % pour les activités de tri sélectif (applicable en 2021 – voté en 2019)
- **Aménagement de la taxe de séjour** : date de versement harmonisée pour les plateformes en ligne, renforcement des obligations déclaratives et des sanctions.
- **GEMAPI** : alignement de la date limite de vote de la taxe GEMAPI sur le droit commun des taxes locales, soit jusqu'au 15 avril de l'année d'imposition.
- **CIF et redevances eau et assainissement :** la redevance assainissement sera intégrée dans le calcul du CIF dès 2020 (pour la redevance eau prise en compte en 2026). Le CIF pris en compte pour le calcul de la dotation d'intercommunalité ne pourra être supérieur à 0,6.
- **Notification de la DGF :** la transmission des données relatives aux variations de DGF devra se faire dans un délai de 2 semaines et non plus de 2 mois.
- Amélioration du mécanisme de compensation de perte de CET et instauration d'un mécanisme de perte de compensation d'IFER, mais suppression de la possibilité pour les EPCI d'obtenir une rectification de leur prélèvement au titre du FNGIR en cas de baisse significative de leurs bases de contribution économique territoriale.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 05 FEVRIER 2019

Evolution financière exercice 2018

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET PRINCIPAL

DONNÉES PROVISOIRES

EVOLUTION DES GRANDES MASSES FINANCIERES EN €	2017	2018
Recettes de fonctionnement	43 454 953	45 651 735
Dépenses de fonctionnement	40 533 130	42 660 124
Recettes d'investissement	6 425 682	9 300 075
Dépenses d'investissement	7 776 524	5 991 535

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET PRINCIPAL : RÉSULTAT 2018

DONNÉES PROVISOIRES

RÉSULTAT NET DE FONCTIONNEMENT
2 991 611 €

RÉSULTAT GLOBAL CUMULÉ
3 662 165 €

BALANCE BUDGET PRINCIPAL 2018	Fonctionnement	Investissement
Résultat courant d'exécution 2018	2 991 610,63 €	3 308 539,34 €
Report de l'exercice 2017	0 €	- 1 934 864,05 €
Résultat cumulé 2018	2 991 610,63 €	1 373 675,29 €
Restes à réaliser Dépenses		1 569 011,68 €
Restes à réaliser Recettes		865 890,03 €
Solde des RAR reportés en 2018		- 703 121,65 €
Solde d'investissement après RàR		670 553,64 €

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET PRINCIPAL EVOLUTION DES RECETTES

DONNÉES PROVISOIRES

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT		
	2017	2018		2017	2018
Fiscalité des Ménages	8 923 594	9 065 169	Autofinancement (virements internes, affectation N-1)	2 707 773	6 415 331
Fiscalité de l'environnement (TEOM)	7 403 740	7 589 022	Ressources propres (FCTVA, sub. non affectée, taxes)	748 928	525 568
Fiscalité des Entreprises	11 116 730	11 499 406	Subventions*	208 982	354 975
Concours de l'Etat	6 728 602	7 234 473	Emprunt	2 760 000	2 000 000
Produits des services	1 919 504	2 331 929			

* 652 667 € de subventions en restes à réaliser (Etat, Région, Département)

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

FONCTIONNEMENT : STABILITE DE L'EPARGNE

DONNÉES PROVISOIRES

BUDGET PRINCIPAL	2017	2018
Epargne nette de gestion (en €)	5 257 491	5 134 077
Epargne brute (en €)	4 907 034	4 769 305
Taux d'épargne brute	11,3 %	10,5%
Epargne nette (en €)	3 750 841	3 511 106
Capacité de désendettement	3 années	3,3 années

- **L'épargne brute est stable** et atteint 4,77 M€. Après remboursement du capital de la dette (1,26 Md'€), **l'épargne nette s'élève à un montant confortable de** 3,5 M€ qui permet de financer l'investissement récurrent et de nouvelles opérations.

- **Capacité de désendettement** : 3,3 ans. Avec ce ratio, LMV peut sereinement envisager l'effort accru d'investissement qui sera le sien en 2019.

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

FONCTIONNEMENT : ELEMENTS MARQUANTS

Evolution du fonctionnement : LMV, une agglomération de services et de proximité

Luberon Monts de Vaucluse présente la double caractéristique d'être une agglomération de projets et une agglomération offrant de nombreux services à la population, la différenciant en cela de collectivités similaires.

Outre les compétences classiques d'une agglomération (gestion des déchets, le développement économique ou les transports), notre agglomération a pris les compétences de la petite enfance (14 structures – 150 agents), des piscines (2 équipements- 9 agents, hors saisonniers), des médiathèques (12 structures - 47 agents) ou encore des musiques actuelles.

Ce choix d'une collectivité de services étoffés et de qualité, qui contribuent à l'attractivité de notre territoire, trouve sa traduction dans la section d'investissement (notamment lors de constructions nouvelles : piscine Roudière ou future crèche Bournissac), mais également en section de fonctionnement, au chapitre 011 et au chapitre 012 notamment (masse salariale).

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

FONCTIONNEMENT : ELEMENTS MARQUANTS

Evolution du fonctionnement : LMV, une agglomération de services et de proximité

En effet, certaines de ces compétences menées en régie nécessitent la mobilisation de moyens matériels et humains normés d'un point de vue règlementaire, notamment pour l'encadrement des crèches et des activités aquatiques, ou encore pour assurer un renouvellement régulier et permanent des fonds de nos médiathèques. Cela suppose à la fois de la souplesse et de la réactivité pour adapter nos moyens aux besoins, tout en faisant preuve de rigueur et d'optimisation budgétaires pour maintenir la qualité de ces services à la population et dégager les marges nécessaires à l'investissement.

Les résultats de l'exercice et le résultat cumulé attestent de la tenue de cette double exigence de mobilisation de moyens de fonctionnement et de rigueur budgétaire.

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

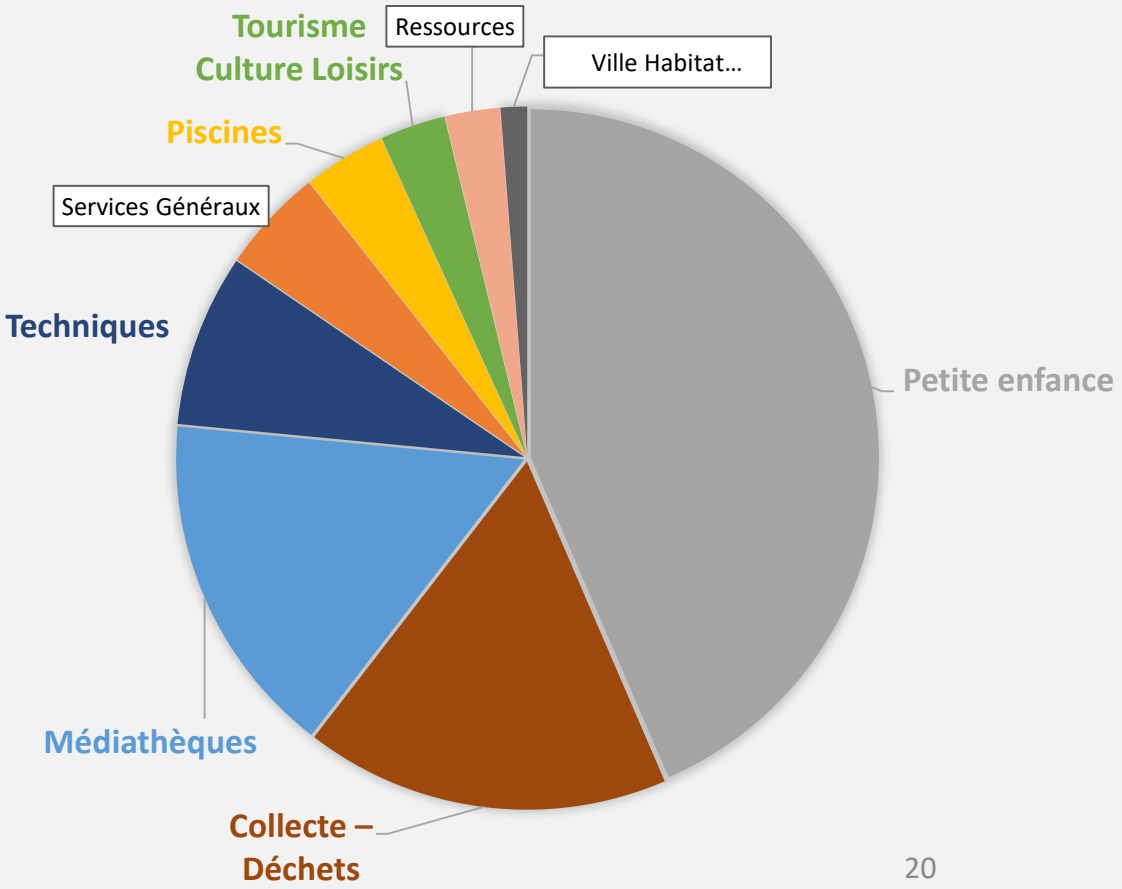
FONCTIONNEMENT : ELEMENTS MARQUANTS

MASSE SALARIALE

La répartition de la masse salariale, principal indicateur d'une collectivité de services à la population :

- 43,5 % petite enfance
- 17 % collecte des déchets
- 16 % médiathèques

SERVICES	REALISE 2018	%
Petite enfance	5 036 566,77	43,5
Collecte – Déchets	1 961 077,65	16,9
Médiathèques	1 857 038,68	16
Techniques	926 447,30	8
Services Généraux	559 146,79	4,8
Piscines	443 933,49	3,8
Tourisme Culture Loisirs	351 036,27	3,1
Ressources	295 420,14	2,6
Ville Habitat Emploi	141 926,25	1,2
TOTAL	11 572 593,34	100



EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

FONCTIONNEMENT : ELEMENTS MARQUANTS

MASSE SALARIALE

COÛT TOTAL : 11 573 000 €, dont:

- Traitement : 6 593 000 €, soit 57 %
- Accessoires : 1 644 000 €, soit 14 %

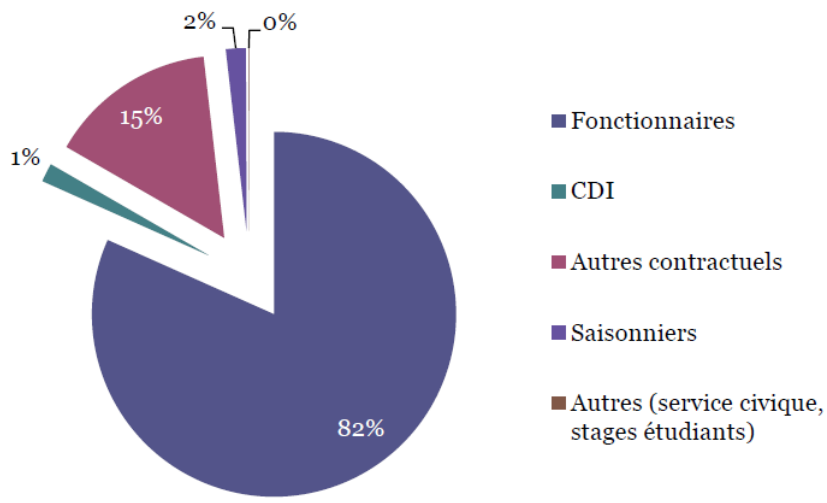
(dont SFT, primes, indemnités, heures supplémentaires et complémentaires)

- Charges patronales : 3 320 000 €, soit 29 %

Détail par statut

STATUT	Réalisé 2018
Fonctionnaires	9 451 264.57
CDI	190 156,67
Autres contractuels	1 720 420,35
Saisonniers	203 768,42
Autres (service civique, stages étudiants)	6 983,33
TOTAL	11 572 593,34

Répartition



EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET PRINCIPAL - INVESTISSEMENT TOTAL : 7,3 M€ (hors remboursement du capital de la dette)

DONNÉES PROVISOIRES

INVESTISSEMENTS	2017	2018
Dépenses d'équipement	6 206 929 €	4 631 823 €
RESTES A REALISER N-1	2 420 996 €	1 569 012 €
Fonds de concours Soutien aux communes	836 313 €	1 071 024 €
Remboursement du capital dette	1 385 878 €	1 258 199 €
TOTAL	10 850 116 €	8 530 058 €

2018 a été une année transition marquée par l'engagement des maîtrises d'œuvre portant sur nos projets d'envergure : rénovation de la piscine Roudière, crèche Bournissac, aménagement de l'avenue du Tourail et du parking des Guillaumets à Coustellet.

Ces projets trouveront leur pleine traduction budgétaire en 2019

- Principales opérations d'équipement 2018 : 1ers travaux de la piscine, déploiement de la fibre optique sur le territoire, achèvement de l'aire d'accueil des gens du voyage, dispositifs innovants pour la collecte et le tri des ordures ménagères, etc.

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

INVESTISSEMENT - BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXES : **9,65 M€**

DONNÉES PROVISOIRES

- **Budget principal - investissement total** : 7,3 M€ (comprenant les fonds de concours et les RàR - hors remboursement du capital)

- **Investissement budgets annexes (CF infra)** : 2,35 M€ dont 1,46 M€ pour le budget des zones économiques au sud de Cavaillon et 790.000 € pour le budget transports.

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET ANNEXE TRANSPORT

DONNÉES PROVISOIRES

RESULTATS DE CLOTURE Transports (en €)	
Sections	2018
Recettes	1 661 692,79
Dépenses	962 839,34
Fonctionnement – Résultat N	**698 853,45**
Résultat N-1	*0,00*
Recettes	975 697,02
Dépenses	789 426,53
Investissement – Solde N	**186 270,49**
Solde N-1	*- 522 456,89*

ELÉMENTS MARQUANTS en 2018

Développement d'un service de proximité toujours plus adapté aux besoins du territoire

- Mise en route d'une nouvelle ligne urbaine C'Mon Bus, Ligne D, en mai 2018
- Travaux de mise en accessibilité des quais de bus et mobilier urbain
- Lancement de C'Ma Navette 'Les Vignères et Les Taillades', en décembre

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET ANNEXE ZONES SUD

DONNÉES PROVISOIRES

RESULTATS DE CLOTURE ZONES SUD (en €)	
Sections	2018
Recettes	1 462 608,87
Dépenses	1 462 608,87
Fonctionnement – Résultat N	**0,00**
Recettes	1 500 000,00
Dépenses	1 462 608,87
Investissement – Solde N	**37 391,13**

ELÉMENTS MARQUANTS 2018

Natura'Lub – la Zac des Hauts Banquets devient réalité

- Désignation d'un aménageur : groupe IDEC
- Fin de la phase de concertation du public
- Autorisation environnementale unique : dépôt du dossier en février 2018, instruction par la DREAL, enquête publique fin 2018
- Arrêté préfectoral d'AU prévu pour début 2019

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET ANNEXE CAMPINGS

DONNÉES PROVISOIRES

RESULTATS DE CLOTURE CAMPINGS (en €)	
Sections	2018
Recettes	308 146,11
Dépenses	311 953,43
Fonctionnement – Résultat N	**- 3 807,32**
Résultat N-1	*- 9 396,92*
Recettes	101 936,06
Dépenses	97 888,82
Investissement – Solde N	**4 047,24**
Solde N-1	*- 16 077,44*

ELÉMENTS MARQUANTS 2018

Un budget difficile à équilibrer

- La subvention d'équipement du budget principal prévue lors du vote du budget primitif n'a pas été versée en raison de l'absence de réalisation des équipements projetés.

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

BUDGET ANNEXE ZAE VERGERS MIDI

Aucune écriture d'exécution sur l'exercice 2018
La vente des terrains du quartier des Vergers a été actée en Conseil Communautaire du 06 juin 2018
pour un montant total : 762 010 € HT

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

RATIOS OBLIGATOIRES

RATIOS	2017	2018
Dépenses réelles de fonctionnement DRF / population	693	705
Produit des impositions directes / population	362	370
Recettes réelles de fonctionnement RRF / population	782	810
Dépenses d'équipement brut / population	112	82
Encours de la dette / population	269	278
Dotation globale de fonctionnement / population	91	99
Dépenses de personnel / DRF	30,21 %	30,39 %
DRF et remboursement de la dette en capital / RRF	91,35 %	89,93 %
Dépenses d'équipement brut / RRF	14,33 %	10,17 %
Encours de la dette / RRF	34,37 %	34,38 %

EVOLUTION FINANCIERE DE LMV EN 2018

UN ENDETTEMENT MAITRISE

ELÉMENTS DE SYNTHÈSE	2017	2018	VARIATION
Dette globale au 31/12/N	15 234 699 €	**15 978 211 €***	4,9 %
Taux moyen	2,30%	2,19 %	
Durée résiduelle moyenne	17,83 ans	17,58 ans	
Durée de vie moyenne	9,58 ans	9,33 ans	

- Malgré l'absence d'emprunt en 2018, l'encours a augmenté du fait d'un emprunt 2017 de 2 M€ figurant en reste à réaliser.

- Encours 2018 = 15 978 211 € (15 234 699 € (encours 2017) + 2 M€ (RAR 2017) – 1 256 488 € (remboursement capital tous budgets en 2018)

Structuration de la dette

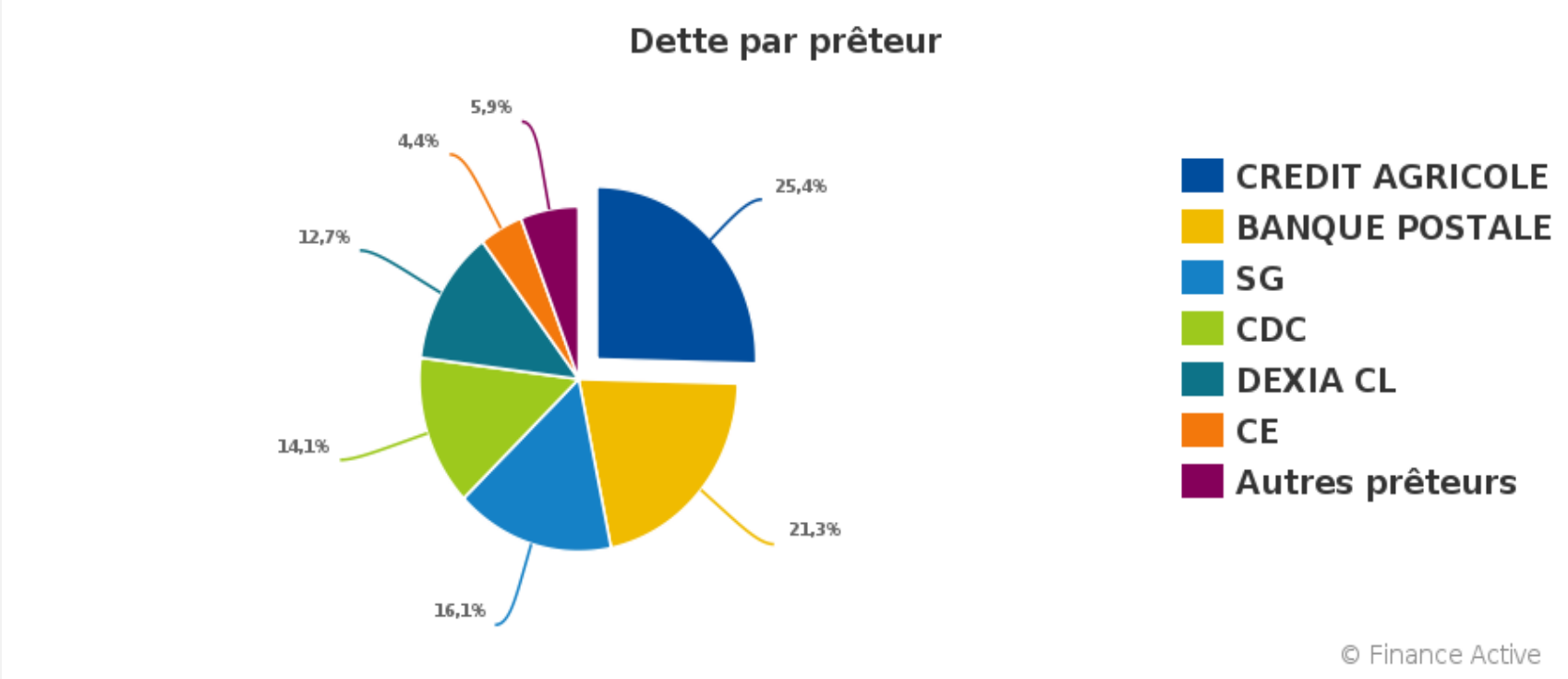
STRUCTURATION DE LA DETTE POUR 2019

UN ENDETTEMENT MAITRISE

Annuités d'emprunts 2019

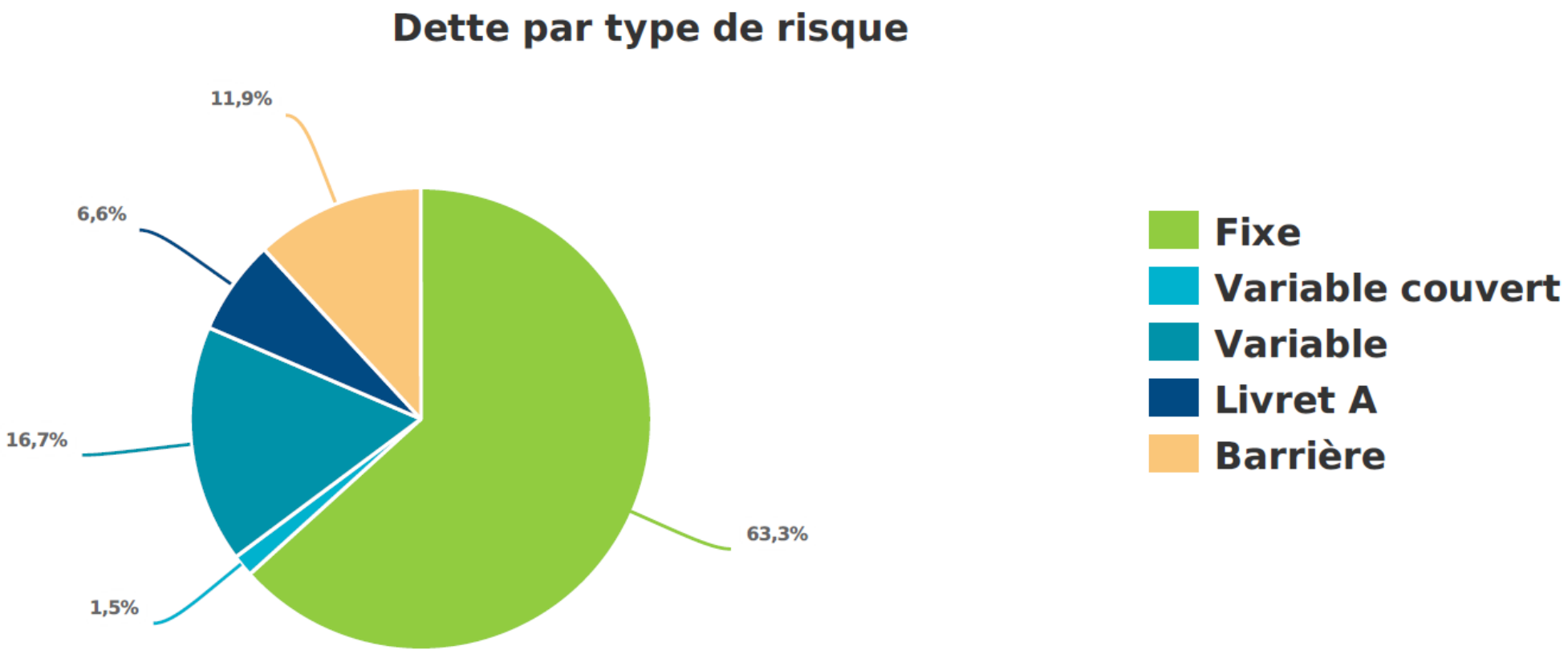
- Intérêts* : 340 798 €
- ICNE : 83 232 €
- Capital : 1 257 772 €

**estimés en raison des prêts à taux variable.*



STRUCTURATION DE LA DETTE POUR 2019

UN ENDETTEMENT MAITRISE



© Finance Active

EVOLUTION DE LA DETTE 2018-2021

UN ENDETTEMENT MAITRISE

DESCRIPTIF	2018	2019	2020	2021
Encours actuel au 01/01	15 234 699	15 978 211	14 651 211	13 528 211
Remboursement en capital	1 258 199	1 327 000	1 150 000	1 123 000
Intérêts annuels	364 336	380 000	360 000	340 000
Taux moyen	2,19	2,20	2,30	2,40
Encours nouveau (budget principal)		3 000 000	2 000 000	2 000 000
Encours nouveau ZAE (emprunt/ligne de trésorerie)		8 200 000	- 4 500 000	- 2 800 000
Encours nouveaux cumulés		11 200 000	- 2 500 000	- 800 000

CAP sur 2019

CAP SUR 2019

LES CHIFFRES CLES DE 2018

- Encours dette / habitant : 278 €
- Epargne Brute : 4 769 305 €
- Ratio Dette / Epargne Brute : 3 années

BUDGET GLOBAL PRINCIPAL ET ANNEXES

TRANSPORTS, ZONES D'ACTIVITES ET CAMPINGS

Un budget total de

+ de 70 M€

dont 22 M€ au profit de l'investissement

Soit plus de 30 % investis sur le territoire

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

Luberon Monts de Vaucluse est une agglomération idéalement située sur les grands axes de l'Europe du sud et qui bénéficie d'un cadre de vie exceptionnel entre Luberon, plaine de la Durance et Monts de Vaucluse.

Pour autant, ces atouts ne se suffisent pas à eux-mêmes, et l'attractivité d'un territoire se construit au quotidien, à travers une action publique volontariste qui pour LMV s'appuie sur deux leviers qui sont au fondement de ses politiques publiques.

Le 1er levier est celui de développement économique, le second celui de la proximité

La mise en œuvre de ces politiques publiques volontaristes passe par la capacité de la collectivité à maîtriser, dans un contexte toujours plus contraint, son fonctionnement pour dégager les marges de manœuvre indispensables :

- d'une part, au maintien de services et d'équipements à la population accessibles au plus grand nombre et de qualité,
- d'autre part, aux aménagements qui feront durablement de Luberon Monts de Vaucluse un territoire attractif pour les entreprises garantes de la création de richesses nouvelles et d'emplois.

C'est là tout l'enjeu des orientations budgétaires prises par la collectivité et qui trouveront leur traduction dans le budget 2019.

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'AVENIR SE CONSTRUIT AUJOURD'HUI

Notre agglomération déploie depuis plusieurs années une politique d'investissement et d'aménagement visant à renforcer son **attractivité économique et touristique**, seules garantes de la création d'emplois et de richesses pour notre territoire.

Aménagement de nouvelles zones d'activités, requalification des zones d'activités existantes, déploiement de la fibre optique, structuration de l'offre touristique, tels sont les principaux axes de la politique économique de LMV qui mène aussi une action visant à repérer et attirer de nouvelles entreprises.

« L'année 2019 sera une année référence qui marquera notamment l'avènement de Natura'Lub, 1ère des 3 nouvelles zones d'activités au sud de Cavaillon. »

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

PROXIMITE

UNE QUALITE DE SERVICES REAFFIRMEE

Ainsi, en 2019, un effort important sera à nouveau accompli pour optimiser et améliorer notre activité de gestion des déchets, avec des dépenses dédiées à de nouveaux équipements pour 1,5 M€.

La piscine Roudière sera achevée en 2019 et mobilisera plus de 3,7 M€.

la petite enfance sera également priorisée avec le lancement de la crèche Bournissac de 30 places. Le secteur de Coustellet bénéficiera d'importants travaux au niveau de l'avenue du Tourail et du parking des Guillaumets avec la création d'une aire de covoiturage.

Enfin, notre réseau de transport urbain C'Mon Bus gagnera encore en accessibilité, sans oublier l'offre de nos médiathèques sans cesse renouvelée et organisée en réseau à l'échelle du territoire.

« Le développement qualitatif des équipements et des services publics est une marque forte de notre collectivité qui entend ainsi renforcer une attractivité résidentielle qui doit aller de pair son attractivité économique. »

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

CADRE BUDGETAIRE 2019 : Maitriser, Optimiser, Développer

Dans un contexte de dotations très contraintes, de charges nouvelles et d'augmentation de certaines cotisations obligatoires, LMV fera le choix en 2019 de ne pas augmenter le taux des impôts.
Dès lors, le maintien d'une épargne conforme aux objectifs affichés en vue de la mise en œuvre de son projet de territoire, passera par la dynamique des bases et une indispensable maitrise de ses dépenses de fonctionnement.

- Evolution des dépenses de fonctionnement inférieure ou égale à 3%;
- Evolution de la masse salariale nette inférieure à 2%;
- Pas d'augmentation des taux d'imposition;
- Maintien d'une épargne nette positive d'au moins 2 M€ pour limiter le recours à l'emprunt;
- Evolution de l'endettement d'environ 3 M€ (hors budgets annexes ZAE temporairement financés par un emprunt d'équilibre et/ou une avance du budget principal dans l'attente de la cession des terrains);
- Maintien d'une capacité de désendettement inférieure à 6 années de capacité d'autofinancement brut;
- Augmentation du taux de subventionnement des projets structurants (37 %)

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

FONCTIONNEMENT 2019

Recettes de fonctionnement (en €)	2018	Projet BP 2019
TH TFB TFNB	8 961 087	9 140 000
CFE	6 942 901	7 081 000
TEOM	7 589 022	7 700 000
Fiscalité sans pouvoir de taux (CVAE, IFER, TASCOM, TATFNB)	4 661 783	4 700 000
FNGIR	1 197 092	1 197 092
Taxe de séjour	478 493	480 000
Autres recettes fiscales (droits de place, paris hippiques…)	52 955	53 000
Sous total recettes fiscales	29 883 333	30 351 092
Dotations et compensations de l'état	7 234 244	7 250 000
Subventions et participations reçues	4 252 843	4 253 000
Redevances, revenus des immeubles	67 598	76 864
Produits des services	2 331 929	2 145 000
Produits exceptionnels, remboursements (dont cessions)	1 071 372	30 000
Total recettes de fonctionnement	44 841 319	44 105 956

DONNÉES ESTIMATIVES

Les recettes diminuent de 2018 à 2019 en raison notamment d'un produit exceptionnel perçu sur 2018 (vente du terrain du Tourail – 1,05 M€).

L'effort consenti au niveau des dépenses de fonctionnement permet d'envisager un virement de section à section d'un montant de l'ordre de 1,7 M€ (ceci au profit de nos investissements).

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

FONCTIONNEMENT 2019

Dépenses de fonctionnement (en €)	2018	Projet BP 2019
011 – charges à caractère général	5 296 613	5 505 000
012 – charges de personnel	12 035 508	12 293 000
014 – Reversements de fiscalité / FPIC	14 914 654	14 624 000
042 – Opérations d'ordre (amortissements, provisions)	2 953 383	2 120 000
65 – Autres charges de gestion courante (subventions, contributions aux syndicats….)	7 095 102	7 503 000
66 – charges financières	364 336	380 000
67 – charges exceptionnelles	528	12 000
Total Dépenses de fonctionnement	42 660 124	42 437 000

DONNÉES ESTIMATIVES

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

FONCTIONNEMENT 2019

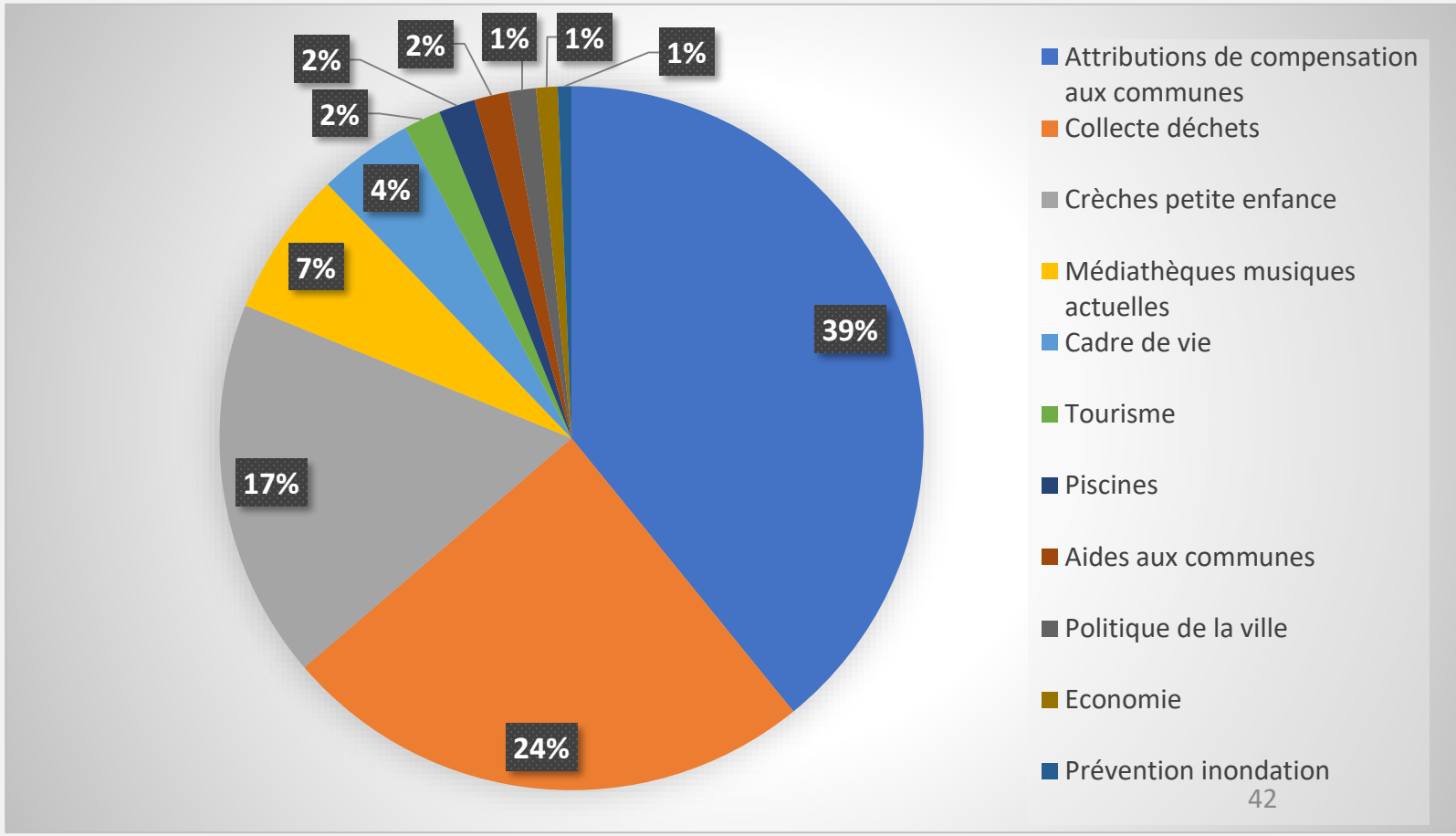
DONNÉES ESTIMATIVES

Dépenses réelles de fonctionnement : 40 M€ *(hors opérations d'ordre de transfert entre sections).*

Dont 85 % en services directs à la population et concours aux communes : 34,1 M€

En ajoutant les transports, nous atteignons plus de 35 M€ au service de la population.

Attributions de compensation aux communes	13 355 388 €
Collecte	8 380 608 €
Petite enfance	5 947 834 €
Médiathèques - Musiques actuelles	2 278 111 €
Cadre de vie	1 486 427 €
Tourisme	578 487 €
Piscines	573 106 €
Aides aux communes (FDC –DSC)	523 073 €
Politique de la ville - Habitat	426 300 €
Economie	336 714 €
Prévention inondation	214 475 €



AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

MAITRISE DE LA FISCALITE DES MENAGES

Pas d'augmentation des taux proposés au vote du conseil communautaire

- Taxe d 'habitation : *8,40%*
- Taxe sur le foncier bâti : *0,80%*
- Taxe sur le foncier non bâti : *2,13%*

Evolution des bases fiscales (loi de finances 2019) : + 2,2 %

Montant du produit fiscal attendu **: 30,35 M€**

DONNÉES ESTIMATIVES

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

FISCALITE ECONOMIQUE : RESTER ATTRACTIF

COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES

Taux prévisionnel 2019 : 33,42% (Identique 2018).

Taux Prévisionnel 2019 %	Grand Avignon	COVE	LMV
CFE	37,42	35,49	33,42

Produit 2018 : 6,9 M€

Produit attendu 2019 : 7,1 M€

Les autres impôts issus de la fiscalité économique sont estimés à :

- CVAE = 3 409 986 €
- TASCOM = 778 000 €
- IFER = 408 000 €
- TAFNB = 104 000 €

DONNÉES ESTIMATIVES

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

En 2019, LMV devra composer avec une hausse de 150.000 € de ses charges (second semestre), compte tenu notamment de l'augmentation des coûts supportés par le SIEUCETOM et qui se répercuteront sur notre agglomération. Au total, en 2019, l'augmentation de la contribution aux deux syndicats de traitement sera de l'ordre de 220 K€ (+7 % entre 2018 et 2019).

Pour autant, les taux de la TEOM resteront inchangés, ce qui impliquera un gestion particulièrement rigoureuse des dépenses liées aux déchets.

Prévisionnel des taux 2019 par zones de perception :

- Gordes à 6,99%
- Les Beaumettes à 8%
- Lourmarin, Lauris, Puget, Puyvert et Vaugines à 9%
- L'ex-CCPLD à 9,68%
- L'ex-CCC à 11%

Le produit de la TEOM 2019 est estimé à 7,7 M€.

(LMV 2018/ 7,6 M€).

DONNÉES ESTIMATIVES

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DOTATIONS ET CONCOURS DE L'ETAT : UNE STABILITE CONFIRMEE

DONNÉES ESTIMATIVES

Exercices	2017	2018	2019
Dotation de compensation	4 844 641	4 743 477	4 642 000
Dotation d'intercommunalité	225 053	813 000	813 000
TOTAL DGF	**5 069 641**	**5 556 477**	5 455 000

LE FONDS NATIONAL DE GARANTIE INDIVIDUELLE DE RESSOURCES

Le montant reversé à Luberon Monts de Vaucluse était de 1 197 092 € en 2018.

- **Le FNGIR 2019 est estimé à 1 197 092 €.**

LA DOTATION DE COMPENSATION DE LA RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Le montant 2018 de cette dotation était de 813 133 €.

- **La DCRTP 2019 est estimée à 813 000 €**

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

13,9 M€ M€ REVERSES AUX COMMUNES

Attributions de compensation : 13 355 388 €
Le montant des attributions de compensation sera ajusté en fonction des appels de cotisations GEMAPI.

Dotation de solidarité communautaire : 232 000 € (50% de l'évolution du produit de la fiscalité des entreprises CFE et CVAE)

Fonds de concours aux communes en fonctionnement : environ 300 000 € (versés en 2018 : 384 185 €)
LMV accompagne les communes membres pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.
NB : Fonds de concours total aux communes (fonctionnement + investissement) 1,5 M€.
Chaque année, le montant affecté en fonctionnement diminue au profit d'opérations d'investissement.

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DES CHARGES EN HAUSSE

DONNÉES PROVISOIRES

DONNÉES ESTIMATIVES

COTISATIONS EN AUGMENTATION :

- Le SDIS : 1 977 632 M€, soit + 2,8%
- Les syndicats de traitement des ordures ménagères : 3 421 000 M€, soit + 220 K€ / +7%
- Le SCOT : 65 400 € (dont mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial)

SUBVENTIONS RECONDUITES AU NIVEAU DE 2018

- Les subventions Politique de la ville : 261 500 €
- Les subventions aux partenaires de l'emploi et de l'insertion : 145 000 € (mission locale – maison de l'emploi – chiffres 2018)
- Les subventions aux partenaires économiques : 100.000 € (VPA, Initiatives terre de Vaucluse, Luberon Entreprendre)
- Les subventions aux partenaires culturels : 134 000 €
- La subvention à la crèche de Lauris : 105 000 €
- La subvention à l'office de tourisme : 400 000 €

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DES CHARGES NOUVELLES EN PERSPECTIVE

- 2018 aura été la première année de financement par LMV de la compétence Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations), compétence exercée à travers l'adhésion de notre agglomération à trois syndicats intercommunaux correspondant aux trois bassins versants présents sur le territoire (Durance, Coulon, Sorgues).

  Pour les années à venir, une augmentation de la charge financière est attendue pour cette compétence du fait de la montée en charge de certains programmes de travaux, notamment sur le Coulon.

  Depuis 2018, LMV a fait le choix, compte tenu de la pression fiscale qui pèse sur nos concitoyens, de ne pas recourir à la Taxe Gemapi.

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DES CHARGES NOUVELLES EN PERSPECTIVE

Autre élément à noter pour 2019 : la hausse des coûts de traitement, tri et transport de nos déchets qui sera effective au 1er juillet 2019, du fait de l'augmentation des tarifications imposées à certains de nos prestataires. Plus 150 000 € sont à prévoir sur le second semestre 2019, ce qui en année pleine devrait représenter une charge supplémentaire de 300 000 € en 2020.

Enfin, en 2019, LMV devra se préparer à une évolution majeure de son périmètre de compétences en 2020, avec l'intégration des compétences eau et assainissement. L'étude d'accompagnement au transfert de ces compétences, notamment d'assainissement, a débuté fin 2018. Elle doit nous aider à définir les contours et les modalités d'exercice de ces compétences et à partir de là d'en déduire l'impact financier au-delà du seul transfert de charges réglementaires.

Masse salariale

Au 01/01/2019 :

- 256 fonctionnaires *(titulaires, stagiaires, détachés)* en activité
- 19 fonctionnaires en disponibilité
- 54 agents contractuels dont 3 CDI et 2 collaborateurs de cabinet

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DES AGENTS AU SERVICE DE LA COLLECTIVITE

DONNÉES ESTIMATIVES

SERVICES	2018	2019
Services Généraux	559 146	540 697
Ressources	295 420	334 254
Petite Enfance	5 036 567	5 186 797
Tourisme Culture Loisirs	351 036	360 339
Médiathèques	1 857 039	1 921 208
Piscines	443 933	468 710
Services Techniques	926 447	1 044 882
Collecte	1 961 078	1 917 400
Politique Ville Habitat	141 926	159 793
TOTAL	11 572 593	11 934 076

COUT 2019 GLISSEMENT VIEILLESSE ET TECHNICITE : 104.216 €

- 107 avancements d'échelon - coût estimé à **40 536 €**
- 34 avancements de grades et 7 promotions internes - coût de estimé à **24 814€**
- Le coût du protocole PPCR évalué à **38 866 €** (*estimation réalisée avec les effectifs de décembre 2018)*

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

LA MUTUALISATION DU PERSONNEL

DONNÉES ESTIMATIVES

Mises à disposition entrantes		
Services	Postes	Coût
Service des ADS	Agents instructeurs	159 000
Campings	Responsable	19 000
Finances	DIRFI mutualisée	40 000
RH	DRH mutualisée	40 000
Petite enfance	Intervenant musique	1 300
Tous services	Entretien bâtiments communautaires	10 000
Total dépenses 2019		269 300

Mises à disposition sortantes		
Services	Postes	Coût
Service des ADS	Refacturation du personnel affecté au service	232 000
Tourisme (EPIC)	Conseillers en séjour	134 450
Tourisme (EPIC)	Prestations administratives	26 000
SCOT		2 000
DGST	DGST mutualisé	45 580
Transports/Mobilité	Refacturation du budget principal au budget annexe	32 000
Total recettes 2019		472 030

Différentiel : 202 730 €

AGIR POUR UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE

DES AGENTS AU SERVICE DE LA COLLECTIVITE

COUT NET MASSE SALARIALE 2019 : 11,8 M d'€

COÛT TOTAL 2019 : 12,29 M d'€

Comprenant notamment :

- Masse salariale : 11,93 M€
- Mises à disposition entrantes : 269 K€ (personnel facturé par collectivité d'origine)

RECETTES : 515 K€

- dont mises à disposition sortantes 472 K€
- dont remboursement assurance 43 K€

DONNÉES ESTIMATIVES

2019 : PRIORITE A LA FORMATION ET A LA SANTÉ AU TRAVAIL

Jouer la carte de la montée en compétences pour :

- favoriser la motivation, l'épanouissement et l'évolution des agents,
- maintenir et développer un service public de qualité.

Favoriser la santé au travail pour :

- limiter les risques d'accident,
- limiter l'absentéisme.

+ Augmentation de la participation employeur à la mutuelle santé pour 80 % des agents de catégories C

2019 : NOUVELLE ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Protocole adopté en CC le 5 décembre 2018

Mise en œuvre des 1607 heures, dans le cadre d'une organisation optimisée des services.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 05 FEVRIER 2019

Investir pour l'avenir

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

INVESTIR POUR L'AVENIR
PROGRAMMATION PLURIANNUELLE 2019 - 2021

UN INVESTISSEMENT EN DYNAMIQUE

POLES /MONTANTS	**TOTAL**	2018	2019	2020	2021
GRANDS PROJETS	**27 345 000**	5 345 000	9 000 000	6 500 000	6 500 000
FONDS DE CONCOURS	**4 680 000**	1 080 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
TOTAL BUDGET PRINCIPAL	**32 025 000**	6 425 000	10 200 000	7 500 000	7 500 000
BUDGET TRANSPORTS	**2 485 000**	600 000	885 000	500 000	500 000
BUDGET ZONES SUD	**12 463 000**	1 463 000	11 000 000		
TOTAL	**46 573 000**	8 488 000	22 085 000	8 000 000	8 000 000

22,1 M€ en 2019

Une dynamique d'investissement rendue possible par une épargne consolidée, une dette maitrisée et une forte capacité de désendettement

DONNÉES ESTIMATIVES

2019 INVESTIR POUR L'AVENIR

10,2 M€

PRINCIPALES OPERATIONS

TRANSPORTS ET MOBILITES : 885.000 €

- Parking - covoiturage à Coustellet : 515.000 €
- Quais de bus (mises aux normes et mobilier) : 300.000 €
- PEM Gare routière : 70.000 €

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, INNOVATION ET TOURISME : 665.000 €

- Etude requalification accès ZAE Puits des Gavottes : 30 000 €
- Fibre optique : 385.000 €
- Travaux office de tourisme : 250.000 €

ENVIRONNEMENT : 1.780.000 €

- Plateformes déchets vert Vaugines : 410.000 €
- Conteneurs, colonnes, dispositifs enterrés et semi enterrés : 300.000 €
- Bennes et matériels roulants : 500.000 €
- Espace Naturel Sensible La Garrigue : 150.000 €
- GEMAPI : 320.000 €
- Reconquête de friches agricoles : 100.000 €

2019 INVESTIR POUR L'AVENIR
10,2 M€

PRINCIPALES OPERATIONS

AMENAGEMENTS : 1.200.000 €

- Avenue du Tourail à Coustellet : 665.000 €
  (dont 365 K€ de reste à réaliser 2018)
- Bâtiment technique : 535.000 €

PETITE ENFANCE : 600.000 €

- Crèche Bournissac : 550.000 €
  (sur une Autorisation de programme de 1,084 M€)
- Etude extension E Valentin (études) : 50.000 €

9 M€ d'opérations TTC, subventionnées à hauteur de 37 % sur le HT, 2,82 M€ (Région, Etat, Département)

PISCINES : 3.714.000 € (sur une AP de 4,46 M€)

- Travaux Roudière : 3.664.000 €
- Equipement/Mobilier : 50 000
- Subventions : 1.655.000 € (45%)

MEDIATHEQUES : 200.000 €

- Collections et mobilier, travaux réseau médiathèques rurales (climatisation)

+ 1,2 M€

DE FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES

(soutien à l'investissement)

2019 INVESTIR POUR L'AVENIR

SECTEURS D'INTERVENTION

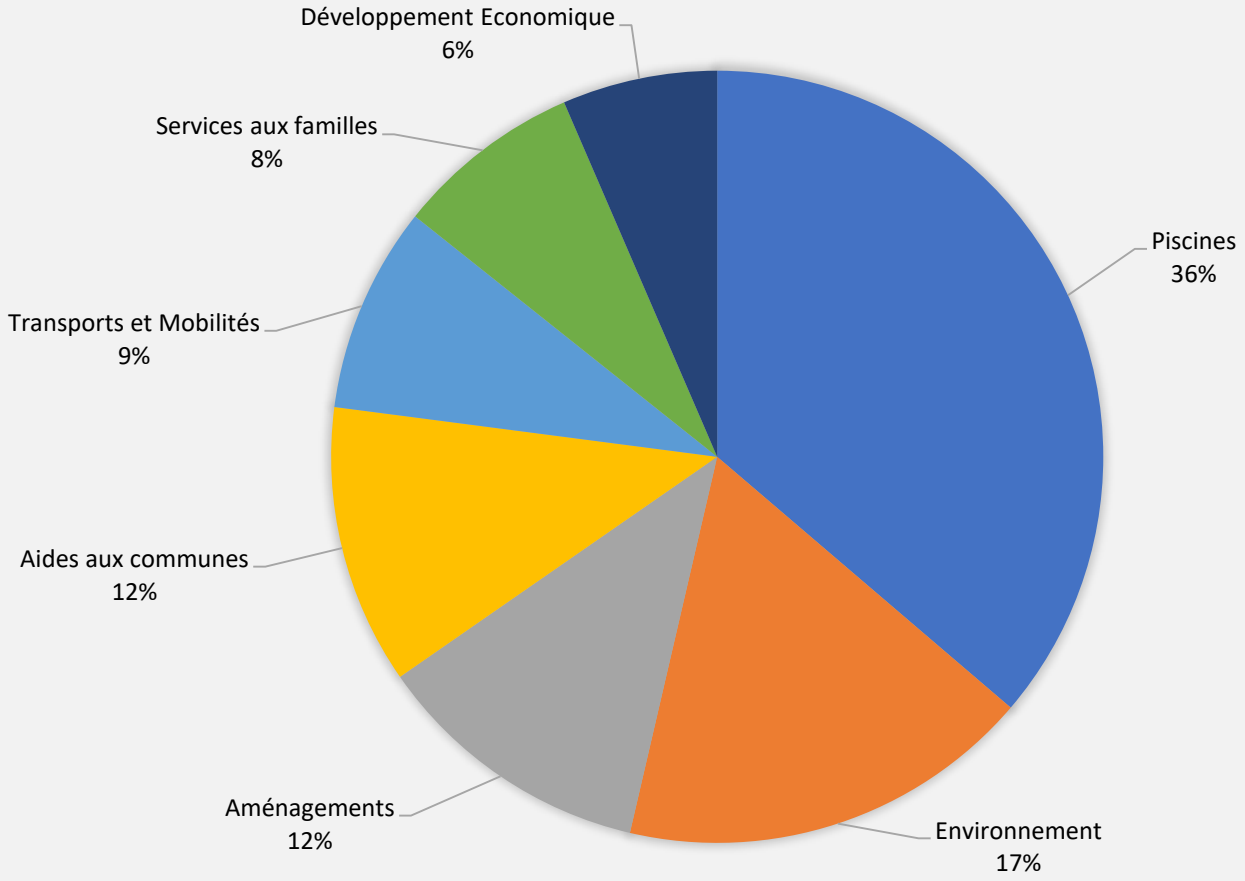
Budgets hors ZAE Zones Sud

Subventions attendues :
2,82 M€

Autofinancement :
6 M€ (avec reprise des résultats 2018 = 4 M€ prévisionnels)

FCTVA :
1,3 M€

Emprunt :
Environ 3 M€



DONNÉES ESTIMATIVES

2019 INVESTIR POUR L'AVENIR

Soutiens financiers

Etat, Région et Département du Vaucluse

Subventions attendues

2,82 M€

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Département de VAUCLUSE

Réhabilitation de Roudière	CRET 1	825 954
	Département 84	500 000
	DETR	150 010
	DSIL	179 092
	TOTAL	**1 655 056**
Plateforme de déchets verts	Région / ADEME	275 330
	TOTAL	**275 330**
Requalification ZAE	CRET 1	87 917
	CRET 2	329 150
	TOTAL	**417 067**
Office de tourisme	CRET 1	152 500
	TOTAL	**152 500**
Requalification de Coustellet	CRET 2	298 700
	TOTAL	**298 700**
Pole d'échange multimodal	CRET 2	17 550
	TOTAL	**17 550**

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 05 FEVRIER 2019

Financement des politiques publiques

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT PAR SECTEUR D'INTERVENTION

TRANSPORTS ET MOBILITES

2,4 M€

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, INNOVATION ET TOURISME

1 M€

(hors zones sud – Budget annexe)

AMENAGEMENTS ET TRAVAUX

2,7 M€

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE

10,4 M€

DONNÉES ESTIMATIVES

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT PAR SECTEUR D'INTERVENTION

PETITE ENFANCE

6,55 M€

PISCINES

4,3 M€

REVERSEMENTS (AC) ET SOUTIEN AUX COMMUNES **14,8 M€**

MEDIATHEQUES, MUSIQUES ACTUELLES

2.5 M€

POLITIQUE DE LA VILLE EMPLOI ET HABITAT

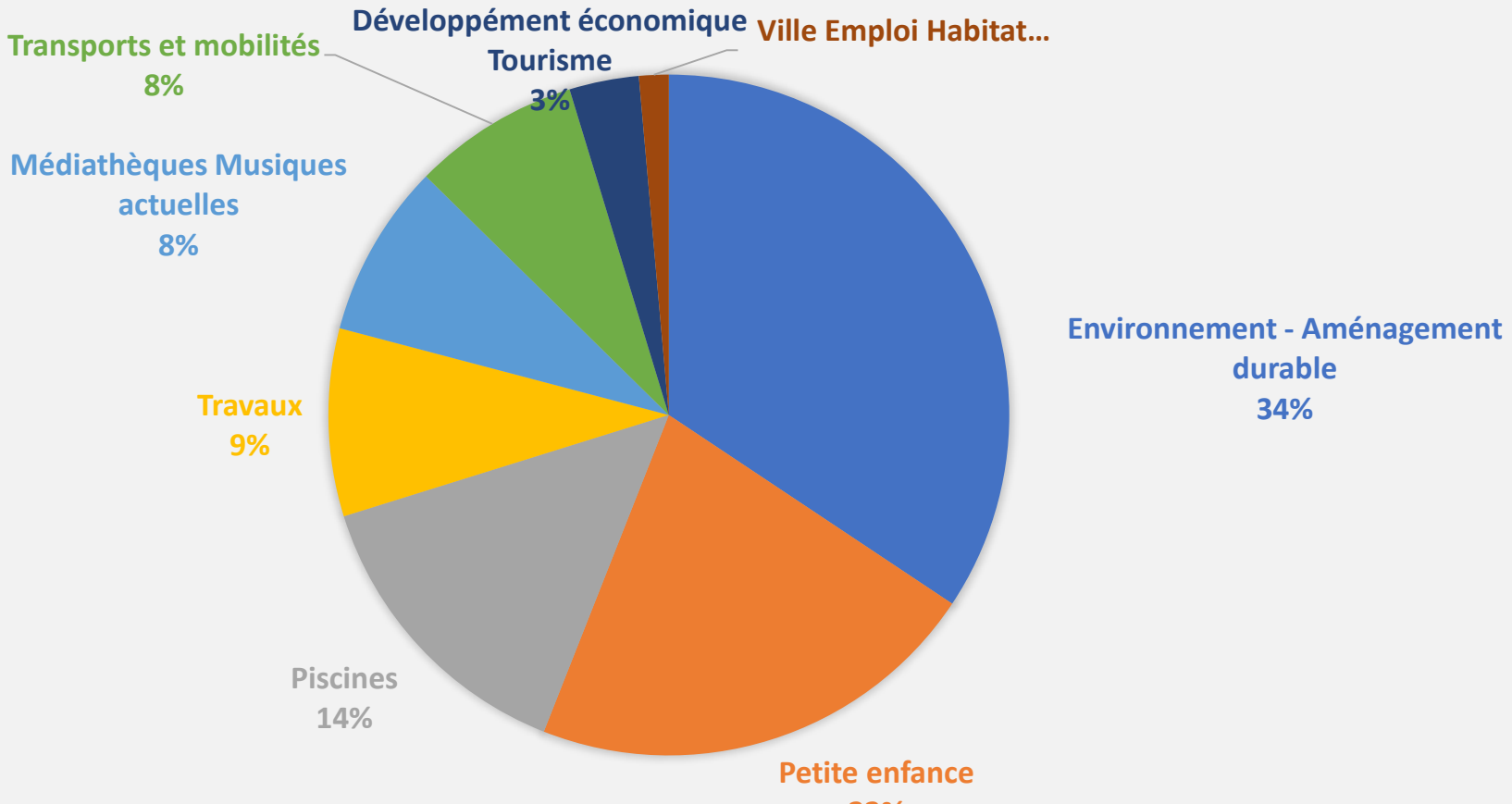
426 K€

dont 405 K€ aux partenaires
(Mission Locale 78 K€,
Maison de l'emploi 66 K€,
contrat de ville 261 K€ - chiffres 2018)

DONNÉES ESTIMATIVES

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT PAR SECTEURS D'INTERVENTION (hors zones sud)



DONNÉES ESTIMATIVES

Autorisations de programme

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2019

		EXERCICES / CREDITS DE PAIEMENT		
		2018	2019	TOTAUX
AP 820-STBA2 : Extension bureaux du siège	DEPENSES	25 113,24 €	611 207,40 €	636 320,64 €
	Etudes	25 113,24 €	25 745,40 €	*50 858,64 €*
	Travaux bâtiment		505 462,00 €	*505 462,00 €*
	Façade bâtiment		30 000,00 €	*30 000,00 €*
	Mobiliers		50 000,00 €	*50 000,00 €*
	RECETTES	25 113,24 €	611 207,40 €	636 320,64 €
	FCTVA	4 119,58 €	100 262,46 €	*104 382,04 €*
	Emprunt / Autofinancement	20 993,66 €	510 944,94 €	*531 938,60 €*

		EXERCICES / CREDITS DE PAIEMENT			
		2018	2019	2020	TOTAUX
AP 64-BOUR : Crèche BOURNISSAC	DEPENSES	0,00 €	560 000,00 €	528 000,00 €	1 088 000,00 €
	VEFA		532 000,00 €	228 000,00 €	*760 000,00 €*
	Etudes (MO 20k€ + CT + SPS)		28 000,00 €		*28 000,00 €*
	Travaux			300 000,00 €	*300 000,00 €*
	RECETTES	0,00 €	560 000,00 €	528 000,00 €	1 088 000,00 €
	FCTVA		91 862,40 €	86 613,12 €	*178 475,52 €*
	Emprunt / Autofinancement		468 137,60 €	441 386,88 €	*909 524,48 €*

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2019

		EXERCICES / CREDITS DE PAIEMENT			
		2018	2019	2020	TOTAUX
AP 413-ROUD : Réhabilitation Piscine Roudière	DEPENSES	401 102,27 €	3 911 076,54 €	167 928,94 €	4 480 107,75 €
	Maitrise d'œuvre	230 249,46 €	162 150,54 €	0,00 €	*392 400,00 €*
	Travaux	153 071,06 €	3 679 000,00 €	167 928,94 €	*4 000 000,00 €*
	Mobiliers		50 000,00 €		*50 000,00 €*
	Autres frais (études, CT, SPS)	17 781,75 €	19 926,00 €		*37 707,75 €*
	RECETTES	401 102,27 €	3 911 076,54 €	167 928,94 €	4 480 107,75 €
	FCTVA	65 796,82 €	641 573,00 €	27 547,06 €	734 916,88 €
	CRET 1(Région)		825 954,00 €		825 954,00 €
	DETR		150 010,00 €		150 010,00 €
	DSIL (Etat)		179 092,20 €		179 092,20 €
	Contractualisation (CD 84)		500 000,00 €		500 000,00 €
	Emprunt / Autofinancement	335 305,45 €	1 614 447,34 €	140 381,88 €	2 090 134,67 €

2019, UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET DURABLE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2019

		EXERCICES / CREDITS DE PAIEMENT HT				
		2018	2019	2020	2021	TOTAUX
AP 2018-ZAE SUD Acquisitions foncières	DEPENSES	1 123 004,00 €	10 731 481,00 €	0,00 €	0,00 €	11 854 485,00 €
	Acquisition Immochan	0,00 €	9 623 302,00 €	0,00 €		*9 623 302,00 €*
	Frais notariés Immochan (estimatif)		500 000,00 €			*500 000,00 €*
	Acquisition Cibrario / Grand	643 820,00 €				*643 820,00 €*
	Acqusition Arles Invest	73 324,00 €				*73 324,00 €*
	Acquisition AUDIBERT	400 000,00 €				*400 000,00 €*
	Acquisitions antérieures (AT 564 + AT 309)		420 000,00 €			*420 000,00 €*
	Frais notariés (AT564; AT309; AV51; AV157)		9 381,00 €			*9 381,00 €*
	Acquisition AT 347 (CD84)		47 398,00 €			*47 398,00 €*
	Frais de notaires parcelles sous négo		131 400,00 €			*131 400,00 €*
	Frais de géomètre	5 860,00 €				*5 860,00 €*
	RECETTES	1 123 004,00 €	10 731 481,00 €	0,00 €	0,00 €	11 854 485,00 €
	Concessionnaire	1 500 000,00 €	2 500 000,00 €	4 511 468,75 €	2 837 156,25 €	*11 348 625,00 €*
	Crédit de trésorerie	-376 996,00 €	8 231 481,00 €	-4 511 468,75 €	-2 837 156,25 €	505 860,00 €